

Armes contre diamants



Les armées rebelles font des incursions dans les zones d'extraction en Sierra Leone, où elles intimident les populations locales en les menaçant et en commettant des viols et d'autres atrocités. (ACDI : Shirley Clive)

2001-10-22

par Keane Shore

« En 2000, l'industrie mondiale du diamant a produit plus de 120 millions de carats de diamants bruts ayant une valeur marchande de 7,5 milliards \$US. Ces diamants bruts ont été transformés en 70 millions de bijoux valant presque 58 milliards \$US. Le trafic auquel se livrent les armées rebelles en Sierra Leone, en Angola et en République démocratique du Congo représenterait environ 4 % de la production mondiale totale selon la société De Beers, encore plus selon d'autres sources. Sans constituer une part importante du commerce mondial, 4 % de 7,5 milliards \$US (ou plus si l'on se fie à d'autres sources) peuvent servir à acheter beaucoup d'armes. »

—Ian Smillie, Partenariat Afrique Canada (PAC)

Trois chercheurs ont voulu montrer comment les « diamants de la guerre » alimentent la brutale guerre civile en Sierra Leone. Depuis sa parution l'année dernière, leur rapport, *Le coeur du problème : la Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*, a suscité beaucoup d'intérêt dans le monde et contribué à d'importants changements dans l'industrie mondiale du diamant.

En 1999, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et d'autres donateurs ont financé une étude de PAC — une coalition d'organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes et africaines — sur le commerce des diamants en Sierra

Leone et sur ses filières internationales. Lansana Gberie, Ralph Hazleton et Ian Smillie, les auteurs de l'étude, ont montré comment les rebelles du Front révolutionnaire unifié (RUF) se livrent partout en Afrique occidentale à la contrebande de diamants en échange d'armes et de stupéfiants.

À la recherche des « diamants du sang »

Les voies par lesquelles des diamants volés dans les zones de guerre finissent par aboutir chez les diamantaires belges puis dans les bijouteries ont d'abord semblé obscures. En cherchant à retracer ces diamants de la guerre, aussi appelés diamants sales et diamants du sang, Ian Smillie et ses collègues avaient l'impression de « chercher dans un brouillard nocturne ».

À force de persévérance, nos enquêteurs ont appris des choses et pris de l'assurance. Ils ont établi que les armées rebelles multiplient les incursions dans les zones d'extraction en Angola, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone, où elles intimident les populations locales en les menaçant et en commettant des viols et d'autres atrocités. Les rebelles s'emparent d'énormes quantités de pierres brutes qu'ils écoulent en contrebande sur les marchés mondiaux du diamant avec la complicité de dirigeants de pays voisins comme le Libéria.

D'après les auteurs de l'étude, les intérêts économiques personnels de quelques dictateurs et seigneurs de guerre expliquent souvent mieux que la situation politique les troubles que connaît la région depuis des années. « La guerre, on la fait non pas pour remporter la victoire, mais pour continuer à piller et à voler », explique Lansana Gberie.

Mobilisation de l'opinion publique

En exposant le problème au grand jour, les auteurs du rapport *Le coeur du problème* souhaitent alerter l'opinion pour que cesse le trafic des diamants de la guerre. Mais ils n'auraient jamais cru attirer autant l'attention. En janvier 2000, journalistes et représentants de l'industrie du diamant se pressaient aux portes de l'auditorium du CRDI à Ottawa où avait lieu le lancement du rapport. Le PAC, dont le budget est modeste, aura dépensé près de 3000 \$ pour répondre aux demandes de gouvernements, d'organisations et de médias que le rapport intéressait, et procédé à deux réimpressions le premier mois.

Les résultats de l'étude mettaient l'industrie et les gouvernements concernés dans l'embarras et risquaient même de leur nuire. Les premières semaines, l'industrie a commencé par nier l'existence du problème. Mais les conclusions du PAC se fondaient sur des faits solides déjà dévoilés par des ONG britanniques, en particulier par Global Witness. On savait entre autres que le Libéria, qui possède peu de mines de diamants, blanchissait des milliers de carats de diamants sales écoulés sur les grands marchés diamantaires d'Anvers, en Belgique, dont la clientèle se compose principalement de bijoutiers nord-américains. Des groupes de la société civile britannique et d'autres organisations de la Sierra Leone et d'Afrique du Sud ont facilité la diffusion mondiale du rapport du PAC. Trois mois plus tard, les choses se sont corsées quand l'ambassadeur du Canada auprès des Nations Unies, Robert Fowler, a présenté son rapport sur les diamants angolais de la guerre au Conseil de sécurité. L'industrie admettait finalement l'existence du problème.

« L'affaire avait alors commencé à s'ébruiter. De plus en plus de gens en parlaient », témoigne Ian Smillie. Le Conseil de sécurité a commencé à s'intéresser sérieusement au problème des diamants de la Sierra Leone. Quand les rebelles sierra-léoniens du RUF ont kidnappé toute une armée de casques bleus des Nations Unies dans les zones d'extraction, les journalistes en quête d'information ont découvert le rapport *Le coeur du problème*.

Contribuer à une action sur le plan politique

L'initiative Kimberly a constitué l'étape suivante. Cette négociation internationale entreprise par le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud visait la conclusion d'un pacte international de surveillance du commerce des diamants bruts et d'interdiction de la vente de diamants de contrebande. D'autres gouvernements y participent maintenant, tout comme des représentants de l'industrie et de la société civile. Malgré quelques ratés, les négociations se poursuivent, parfois lentement. Le PAC y trouve la justification de recherches plus approfondies.

En partie grâce au travail accompli par PAC, le Conseil de sécurité a décrété un embargo international sur la vente de tous les diamants bruts provenant du Libéria. Par ailleurs, le Libéria voyant sa conduite répréhensible attirer davantage les regards, son président Charles Taylor se sent désormais moins libre d'appuyer le RUF.

Quand l'étude a débuté, bien des gens ont dit aux chercheurs qu'ils perdaient leur temps parce que le RUF avait signé un accord de paix avec le gouvernement de la Sierra Leone en 1999.

« Tout le monde nous disait que la guerre était terminée et que le problème des diamants n'allait plus se poser, explique Ian Smillie en grimaçant. Sans savoir si la guerre était vraiment finie, nous pensions que le problème des diamants de la guerre, ou de provenance douteuse, n'avait pas disparu en Sierra Leone. »

La guerre n'a jamais vraiment cessé en Sierra Leone. Dernièrement, les combattants ont signé un autre traité de paix dont on ignore s'il sera le bon. D'après Ian Smillie, si ce nouveau traité risque de les empêcher de faire impunément la contrebande de diamants, « les rebelles du RUF ont néanmoins toujours accès aux diamants ».

Étendre la recherche

Pour le PAC, la dénonciation des « diamants du sang » aura été moins une campagne qu'un effort de recherche, poursuit Ian. Une seconde étape également financée par le CRDI, qui déborde la Sierra Leone pour s'étendre au Congo et à l'Afrique australe, examine les aspects pratiques du commerce, de la taille et du polissage des diamants.

Le PAC prépare six nouveaux rapports sur la situation dans d'autres zones de guerre où se pose le problème des diamants. Le premier, publié cet automne, porte sur la situation en Guinée, où le RUF s'est livré à de brutales attaques en 2000 en suivant une stratégie identique à celle dont la Sierra Leone a été victime et à celle de Charles Taylor avant cela au Libéria. Dans cette guerre qualifiée de politico-militaire, des « facteurs économiques non négligeables » auront une fois de plus motivé les agresseurs selon les constatations du PAC.

Le prochain rapport, qui doit paraître en janvier 2002, traitera de la situation au Congo. Les quatre autres porteront sur l'industrie mondiale et sur ses marchés. On y décrira entre autres les pratiques en matière de sécurité et de responsabilité sociale qui ont cours au Canada, où chaque diamant porte une marque de commerce et un numéro de série microscopiques gravés au laser qui en certifient l'origine, ce qui complique la revente en cas de vol. Le Canada a également entrepris de voir à ce que les populations autochtones vivant à proximité des mines dans le cercle polaire arctique bénéficient d'une juste part des profits de la vente des diamants.

« Une fois ces rapports publiés, nous aurons accompli la tâche que nous nous étions fixée. C'est un problème auquel s'intéressent de nombreuses ONG de même que l'industrie et les gouvernements. Autant la société civile que l'industrie et les gouvernements auront un rôle à jouer dans

l'organisme de réglementation du commerce des diamants dont nous souhaitons la création, ajoute Ian Smillie. Les Nations Unies savent bien que s'ils ne s'attaquent pas au coeur du problème, c'est-à-dire aux moyens qu'emploient ces gens pour s'acheter des armes, le problème subsistera. Les diamants ne sont pas seuls en cause, mais on ne peut les ignorer. »

Renseignements

Ian Smillie, 618, avenue Melbourne, Ottawa (Ontario), Canada; tél. : (613) 728-9725; téléc. : (613) 728-9725; courriel : ismillie@magmacom.com

Lansana Gberie, tél. : (416) 946-0005; courriel : lg28@hotmail.com

Partenariat Afrique Canada (PAC), 323, rue Chapel, Ottawa (Ontario), Canada K1N 7Z2; tél. : (613) 237-6768; courriel : pac@web.net; site Web : www.partnershipafricacanada.org/french/

Partenariat Afrique Canada (PAC), C.P. 60233, Addis-Abeba, Éthiopie; courriel : pac@telecom.net.et

Le CRDI finance les activités du PAC par l'entremise des [Partenariats canadiens](#) et de l'initiative de programme [Consolidation de la paix et reconstruction](#).